

Regards sur Madagascar et la Révolution française, Actes du colloque d'Antananarivo, 5 et 6 juin 1989, réunis et présentés par Guy JACOB, éditions CNAPMAD, Madagascar, 1990, 200 p., VIII pl. h.t.

Que Madagascar ait été "l'un des pays du Tiers Monde où le bicentenaire de la Révolution française a été commémoré avec le plus d'éclat" - ainsi que l'écrit dans l'avant-propos le Président de l'Académie malgache, Césaire Rabenoro, - ce colloque à lui seul l'atteste. Organisé conjointement par l'Académie malgache (qui l'accueillait dans ses locaux), par la Mission française de coopération culturelle et par les Universités d'Antananarivo et de Toamasina, il avait été préparé par Guy Jacob, Maître de conférences au département d'Histoire de l'Université d'Antananarivo et par Henri Raharijaona, Chancelier de l'Académie malgache. Pendant deux jours, historiens malgaches et historiens venus de France, qui représentaient les Universités Paris VII, Aix-Marseille (Provence), Lyon II et la Réunion ont pu ainsi sous le titre, modeste mais suggestif, de "Regards sur...", "colloquer" sur un thème quasiment inépuisable..

Les débats furent solennellement ouverts par l'Ambassadeur de France et par le Président de la Haute Cour constitutionnelle qui s'interrogèrent tour à tour sur "les échos et les acquis de la Révolution française dans nos deux nations" et sur "le sens actualisé des devises clés que la Révolution française a léguées à l'humanité et plus particulièrement aux pays en développement". Ainsi l'éclairage était mis d'entrée sur la trame de ce colloque franco-malgache que R. Ranjeva, Recteur de l'Université d'Antananarivo, devait clore par une brillante synthèse.

Edité en un temps record (juin 1990) - eu égard aux normes universitaires - cet ouvrage se présente de belle manière : page de couverture originale avec en filigrane une "prise de la Bastille" (tirée du journal humoristique malgache *Hehy* du 15 juillet 1954), excellente typographie, portrait des principaux acteurs politiques de l'époque considérée, résumé trilingue (français, malgache, anglais) des treize communications. En somme une fort belle enveloppe pour un excellent contenu, soit deux cents pages de texte passionnant pour tout lecteur qui s'intéresse - même s'il n'est pas historien professionnel - à l'histoire et à la civilisation malgaches. Avec en prime, si l'on peut dire, trois pages (109 à 113) superbement blanches, ce qui confère une part de mystère à cette publication.

On ne saurait en quelques lignes rendre compte de la richesse des communications, très variées au fond, qui jalonnent les trois périodes chronologiques retenues par les organisateurs du colloque : la période révolutionnaire, le XIXe siècle et le XXe siècle. Des multiples regards portés sur le thème central du colloque, écrit Guy Jacob dans une solide présentation, se dégagent "des convergences, des divergences et de nouvelles questions". Appréciation que confirme effectivement la lecture de l'ouvrage et que souligne R. Ranjeva dans sa conclusion, en insistant sur les influences directes ou indirectes - et parfois contradictoires - qu'a exercée la Révolution française à Madagascar en ce qui concerne la définition du "régime politique" et le développement de la "civilisation".

Les cinq communications centrées sur la période révolutionnaire, de la fin de l'Ancien Régime à l'avènement de Bonaparte, montrent que "L'année sans pareille", présentée par B. Benoît, s'inscrit à Madagascar davantage en continuité qu'en rupture : chez les révolutionnaires français la vision de Madagascar et des "Madécasses" reste celle du bon sauvage et donc du "bon insulaire", celle de la pensée des Lumières. En attestent les articles de l'*Encyclopédie* et divers journaux et Mémoires de l'époque analysés très finement par J. Rambelison-Rapiera ; le *Voyage à Madagascar* d'Alexis Rochon (cinq éditions entre 1791 et 1804 !) que ressuscite G. Jacob, est aussi une belle supercherie - prétendant décrire les mœurs des Madécasses, Rochon plagie Rousseau en lui "empruntant" des passages du *Discours sur l'origine de l'inégalité* ; la mission de Daniel Lescallier, un envoyé de l'Assemblée Nationale à Madagascar en 1792 dont le comportement et surtout le discours politique suscitent, d'après Yvette Sylla, bien des interrogations ; ou encore ce projet d'une colonisation "éclairée" de Madagascar présenté à la fin du XVIII^e siècle par Charpentier de Cossigny qui, en disciple de Las Casas, décide de parler "en faveur des bons Madécasses jusqu'à [son] dernier soupir". Cl. Wanquet en fait une très intéressante présentation et rappelle qu'à l'époque révolutionnaire le problème de l'esclavage se posait en termes juridiques différents dans les Mascareignes colonies françaises et à Madagascar, pays "autre et barbare", disons étranger.

Le lecteur aimerait en savoir plus encore sur cette période qui reste très mal connue, en France comme à Madagascar, en dehors du cercle étroit des spécialistes.

Le XIX^e siècle, qui s'arrête à Madagascar à la fin 1895, avec la disparition de la monarchie merina, effacée par le colonisateur français, est comme dirait un politologue, un siècle d'innovation et de "développement politique", donc un siècle riche en événements très variés. Comment dans tout cela

situer l'impact des idées et idéaux révolutionnaires ? Le colloque a fait place à des analyses convergentes et ... divergentes. Autant d'intérêts multipliés.

Avec l'accroissement des échanges et des communications maritimes on assiste également à "L'échange des grands hommes" entre l'Europe et Madagascar. En quelques pages très denses, Françoise Raison-Jourde montre comment les acteurs de la Révolution française sont rapidement "masqués" par l'image de Bonaparte que Radama I prend pour modèle, il fait même sur lui une sorte de fixation. Parallèlement les récits des traitants français et les discours (*kabary*) des autorités malgaches contribuent à alimenter l'utopie : "Rêves d'harmonie sociale du XVIII^e siècle que l'on fait parrainer par Bonaparte", écrit F. Raison-Jourde. Singulière époque, mais qui ne va pas durer au-delà de la mort de Radama I en 1828.

La seconde moitié de ce XIX^e siècle est celui de l'accès définitif de Madagascar à la modernité, pour son bonheur ou son malheur, mais toujours dans l'ambiguïté en ce qui concerne l'impact de la Révolution française sur les acteurs politiques malgaches et sur les mentalités. Le débat tradition/modernité est donc bien engagé. Ainsi, le règne bref de Radama II (1861-1863) se situe-t-il ou non dans la tradition malgache ou, comme on dirait aujourd'hui, dans l'ouverture à l'Europe, sous l'influence notamment des principes et idées révolutionnaires ? Pour J.P. Domenichini, aucune hésitation. Dans une communication stimulante et quelque peu polémique, il inscrit Radama II dans une tradition malgache, hors de toute influence révolutionnaire. Ce sont, d'après lui, les historiens qui auraient fini par "jacobinement embastiller l'histoire malgache". Jolie formule, à laquelle un non spécialiste n'a, bien sûr, rien à répondre.

Le XIX^e siècle malgache se termine avec "La génération de Rainandriamampandry", celle des héritiers spirituels de Radama I, celle qui est à l'époque "la classe possédante, instruite et détentrice du pouvoir à Antananarivo et dans les provinces soumises". M. Esoavelomandroso montre avec subtilité comment cette génération est partagée entre une identité malgache qu'elle défend (ainsi que ses privilèges de classes) contre l'étranger et son attirance par les idéaux et les concepts hérités des Lumières et de la Révolution française. Faut-il rappeler que Rainandriamampandry fut l'un des "fusillés pour l'exemple" par le colonisateur français en 1896 ?

Mais, au fait, pourquoi une impasse totale est-elle faite sur le règne de Ranavalona I (1828-1861) ? Pas une seule communication qui le concerne. La Révolution française a-t-elle été complètement occultée et sans influence au cours de ces trois décennies ? "Nouvelle question", et bonne question, nous semble-t-il, à poser aux historiens. Il y a, sur ce point, une lacune à combler.

Le XX^e siècle malgache, c'est la période coloniale (1896-1960), marquée par la coupure décisive de la "rébellion" de 1947. On imagine assez bien comment les idées de 1789 ont pu être utilisées et vécues, pour des raisons et des causes diverses, par des acteurs politiques engagés en sens parfois opposé.

L'évocation des circonstances du rattachement d'Avignon et du Comtat Venaissin à la France en 1789-1791 (R. Moulinas) a valeur universelle. "La cause d'Avignon est celle de l'univers, elle est celle de la liberté", déclarait Robespierre. Le principe des peuples à disposer d'eux-mêmes fait alors son entrée, timide, dans l'Histoire. Ce principe, qui en 1945 deviendra un droit dans la Charte des Nations Unies, est utilisé par le(s) mouvement(s) nationaliste(s) malgache(s) qui puisent dans les "valeurs" de 1789, revues et corrigées à l'occasion, la légitimité de leur revendication. Dans une vaste fresque, allant de la conquête française en 1896 à l'actuelle République Démocratique de Madagascar née en 1975, J. Tronchon s'interroge sur la perception malgache des concepts de "révolution" et de "république". Il y voit "deux sensibilités contradictoires", à la confluence de la tradition malgache et des idéaux importés par les héritiers de 1789. Analyse confirmée dans ses grandes lignes par S. Randrianja qui présente "L'utilisation des valeurs de 1789 par les forces politiques à Madagascar durant l'entre-deux-guerres". Ambiguïté certes - revendication de la citoyenneté française ou revendication de la citoyenneté malgache -, mais avant toute revendication de la liberté, "celle de n'être plus désormais des esclaves", ainsi que le déclarait Ralaimongo en 1938.

Dans une lumineuse évocation de "La célébration des 14 juillet à Antananarivo au temps de la colonisation" - évocation appuyée sur des documents d'archives et sur la presse locale -, F.V. Esoavelomandroso montre l'ambivalence de la situation. Alors que le pouvoir colonial organise des cérémonies très solennelles propres à faire briller l'image de la République française (la Troisième), les Tananariviens, eux, fêtent évidemment le 14 juillet mais en reprenant le rituel de la cérémonie traditionnelle du *fandroana* (le Renouveau), supprimée depuis 1896 -, ou en insistant sur le symbole politique que fut "la prise de la Bastille" en tant que conquête de la liberté.

Même si l'un des principaux acteurs de la Révolution, Danton théâtralisé, "cinématisé" et "métamorphosé en littérature" (A. Le Bihan) est demeuré à l'époque inconnu à Madagascar, et même si la Révolution, qui ne suscita dans la région "ni mouvement de masse, ni guillotine" fut essentiellement "l'objet d'une communication, d'une relation de voyageurs" (R. Ranjeva), son influence multiple, ambiguë, voire contradictoire - aura été grande sur l'île. Ce colloque aux multiples regards en donne une brillante démonstration.

Pour être complet, revenons à ces trois pages ... blanches, si blanches qu'elles ne sont pas numérotées. En les contemplant, on songe au vers de Mallarmé :

"Sur le vide papier que la blancheur défend"...

Mais on voit mal dans ce colloque d'historiens érudits se glisser incongrûment, une communication "mallarméenne". Et toute page insolitement blanche suscite la curiosité. Des recherches sur "l'histoire" du colloque nous ont appris qu'il s'agissait du retrait d'un texte déjà imprimé, en l'occurrence une réponse de F. Raison-Jourde aux critiques formulées à l'encontre du *Radama II* de R. Delval et de sa propre biographie de Radama II, publiée dans *Les Africains*. Critiques parfaitement légitimes en leur principe, mais qui appelaient un droit de réponse, lui aussi parfaitement légitime. N'aurait-on pas dû laisser le lecteur juger sur pièces ? Ainsi, et c'est dommage, le débat - qui aurait pu être enrichissant pour les historiens - n'a pas eu lieu.

Cependant, à y bien réfléchir, ces pages, qui révèlent une censure - ce que les universitaires n'apprécient jamais - sont peut-être un hommage à Robespierre, qui, après avoir été le hérault de la liberté, fit museler la presse en 1792. Mais le colloque célébrait 1789. Les participants ne l'ont pas oublié, qui se sont attachés à étudier les échanges d'hommes, d'idées, de représentations entre la France révolutionnaire ou héritière de la Révolution et Madagascar, ainsi que les influences réciproques qui se révèlent finalement plus riches encore et plus complexes qu'on n'aurait pu le supposer. A partir d'une nécessaire curiosité, dont les préoccupations d'aujourd'hui ne sont pas absentes, ils ont utilement contribué à éclairer le passé des relations franco-malgaches.

Charles CADOUX